

# OBSERVATOIRE DES INFLUENCES



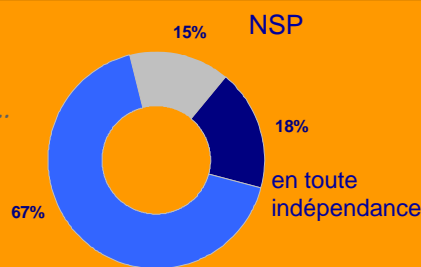
## La prise de décision politique et économique jugée sous influence par les Français

La première étude de l'Observatoire des Influences, réalisée par *First&42nd* en partenariat avec l'institut d'études *TMO Régions*, révèle un fort mouvement de défiance des Français vis-à-vis de la prise de décision politique et économique, très massivement ressentie comme placée au carrefour de toutes les influences exercées par les lobbies.

Ce sondage montre également une décorrélation marquante entre, d'une part, des acteurs d'influence jugés comme radicalement éloignés des attentes de l'opinion publique, et d'autre part, des acteurs crédités d'un taux de confiance d'autant plus élevé qu'ils sont justement perçus sans influence aucune.

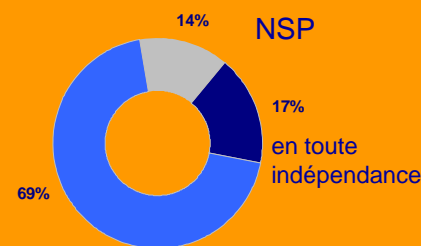
*A votre avis, de façon générale, les différentes politiques suivies par le gouvernement sont décidées ...*

sous l'influence de groupe d'intérêts ou de lobbies



*A votre avis, de façon générale, pensez-vous que les politiques suivies par les collectivités locales sont décidées ...*

sous l'influence de groupe d'intérêts ou de lobbies



**S'agissant de l'indépendance des politiques** : seuls 18% des Français pensent que les différentes politiques suivies par le gouvernement sont décidées en toute indépendance, et **67% pensent qu'elles sont décidées sous l'influence de groupes d'intérêts ou de lobbies**. Cette lame de fond n'épargne pas les politiques suivies par les collectivités locales, jugées à l'identique, à 69%, placées sous l'influence de groupes d'intérêts ou de lobbies.

**Pour Xavier Delacroix, Président de First&42nd**, « le gouvernement n'a pas les mains libres ; il est perçu comme étant sous influence de lobbies et de groupes d'intérêt. A ce titre l'homme politique est perçu non pas comme incarnation d'une proposition politique que son élection valide, mais comme un creuset arbitrant entre différentes forces d'influence qui s'exercent sur lui ». **Jean de Legge, Directeur Général de l'institut TMO Régions**, pense que « les Français ne croient pas que les politiques gouvernementales ou locales puissent être décidées à l'abri des lobbies et groupes d'influence. Pour eux, la décision politique est, au mieux, arbitrage entre les intérêts qui se manifestent ».

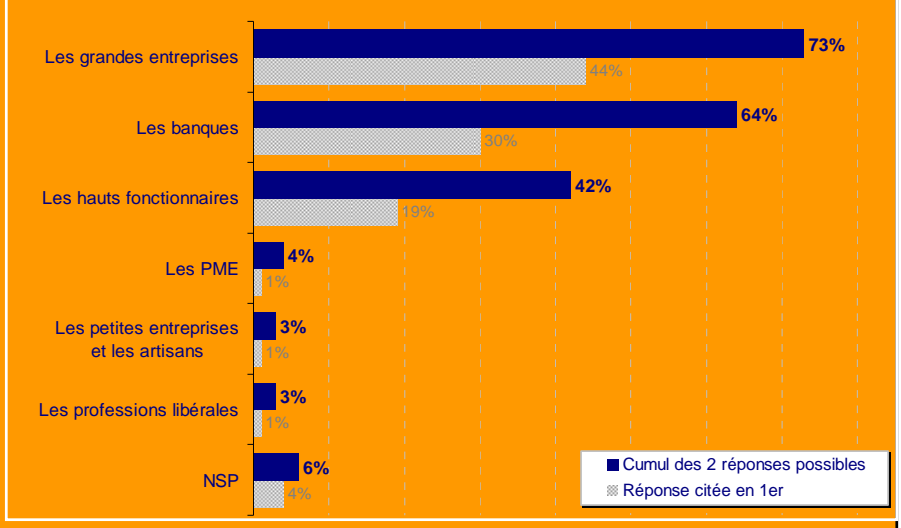
Au pire, la crédibilité de la décision politique est profondément atteinte, au mieux elle est banalisée et vécue comme une forme moderne de la démocratie qui s'éloignerait de la vision comme posture de pouvoir pour s'établir résolument sur la ligne de crête de l'arbitrage à minima de toutes les influences.

L'Observatoire des Influences dégage le même constat de sa première étude, s'agissant plus spécifiquement de la politique économique cette fois, jugée par les Français à 73% sous l'influence des grandes entreprises, à 64% sous l'influence des banques et à 42% sous l'influence des hauts fonctionnaires.

« L'économie du pays semble se résumer à un dialogue singulier et confisqué entre la haute administration et les grands acteurs financiers et industriels, très éloignés de l'économie de terrain », analyse Jean de Legge.

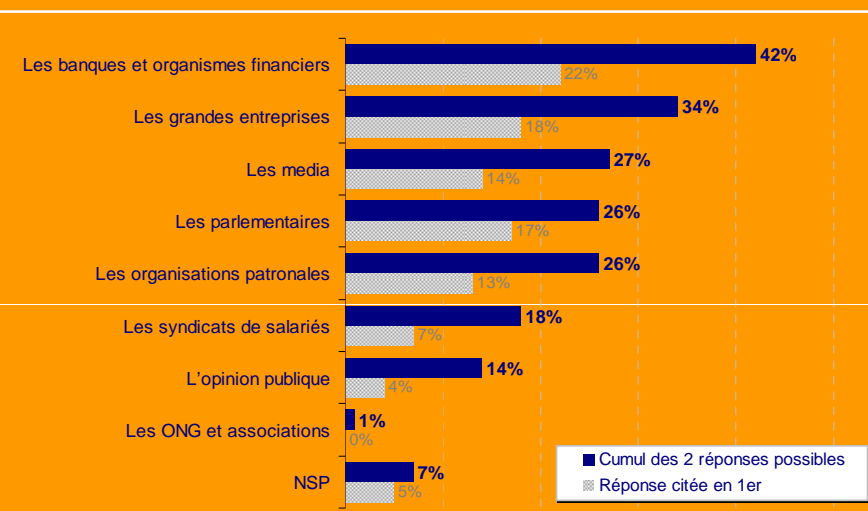
Les PME sont créditées de 4% de taux d'influence, à jeu égal avec les 3% des professions libérales. La perception de la marginalisation de ces agents économiques de proximité est d'ailleurs assimilée par une opinion publique se vivant elle-même comme très massivement exclue du jeu de prise de décision collective, tant politique qu'économique.

Dans le domaine économique, quels sont à votre avis, parmi les acteurs suivants, les deux qui ont le plus d'influence sur la politique gouvernementale ? (2 REPONSES POSSIBLES)



Lorsque l'Observatoire de l'Influence interroge les Français sur l'identification des acteurs ayant une influence sur la société française en général, ils placent à nouveau en tête, à 42%, les banques et les organismes financiers, les grandes entreprises à 34%, rejoints sur ce podium de l'influence par les médias à 27%, il est vrai identifiés comme très majoritairement détenus par les mêmes grandes entreprises...

Parmi les acteurs suivants de la vie publique, quels sont, par ordre d'importance, les deux qui ont le plus d'influence sur la société française ? (2 REPONSES POSSIBLES)

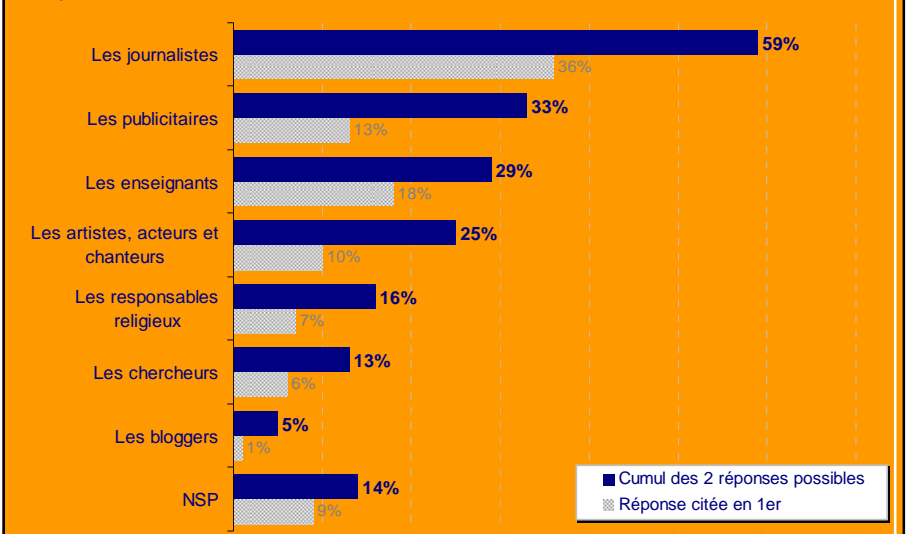


A noter que l'opinion publique, en forte cohérence avec le sentiment qu'elle nourrit de son exclusion des enjeux de prise de décision politique et économique, et en dépit de l'omniprésence des sondages, se perçoit avec un médiocre 14% comme sans grande influence sur le fonctionnement de la société.

Jean de Legge ajoute que « cette vision de la vraie nature des pouvoirs est sans doute renforcée par l'actualité de la crise et le soutien de l'Etat aux banques à certaines grandes entreprises. Enfin la familiarité du chef de l'Etat avec certains acteurs du CAC 40 ne peut que renforcer ces représentations ».

S'agissant enfin de la représentation des acteurs influençant l'évolution des valeurs et des comportements, l'opinion prête à 59% aux médias et à 33% aux publicitaires un rôle dominant, rejoints à 29% par les enseignants crédités d'une influence sur les plus jeunes, et à 25% par les acteurs du show business, loin devant les autorités religieuses (16%), les chercheurs (13%) et les bloggers (5%).

*Parmi les acteurs suivants de la vie publique quels sont, par ordre, les deux qui ont le plus d'influence sur l'évolution des valeurs et des comportements ? (2 REPONSES POSSIBLES)*



Lorsqu'on parle de confiance et non plus d'influence, et lorsqu'on passe à la dimension internationale, les résultats sont différents. On constate une décorrélation marquante entre, d'une part, des acteurs d'influence jugés comme radicalement éloignés des attentes de l'opinion publique, et d'autre part, des acteurs crédités d'un taux de confiance d'autant plus élevé qu'ils sont justement perçus sans influence aucune.

*Pour lutter contre la dégradation de l'environnement et protéger la nature dans le monde, vous faites confiance en priorité....*  
*Pour faire face aux problèmes de santé qui se posent dans le monde, vous faites confiance en priorité....*  
*Pour lutter contre les inégalités économiques entre les pays, faites-vous confiance en priorité...*  
*Pour défendre les droits de l'homme dans le monde, faites-vous confiance en priorité....*

	Environnement et protection de la nature		Santé et aide humanitaire		Aide au développement		Défense des droits de l'homme	
	2005*	2009	2005*	2009	2005*	2009	2005*	2009
<b>ONG</b>	34	<b>56</b>	39	<b>36</b>	27	<b>17</b>	25	<b>20</b>
<b>ONU et organisations internationales</b>	18	<b>17</b>	29	<b>37</b>	29	<b>32</b>	36	<b>49</b>
<b>Politiques et/ou Gouvernements</b>	6	<b>4</b>	5	<b>8</b>	7	<b>12</b>	10	<b>12</b>
<b>Entreprises</b>	6	<b>5</b>	4	<b>1</b>	4	<b>2</b>	3	<b>-</b>
<b>Syndicats</b>	5	<b>2</b>	3	<b>2</b>	7	<b>14</b>	6	<b>7</b>
<b>NSP</b>	31	<b>16</b>	20	<b>16</b>	26	<b>23</b>	20	<b>12</b>

*\* Cette étude fait écho à une précédente enquête, comparable, menée en 2005, et permet donc d'étudier, avec un recul de quatre années, l'évolution de la perception du rôle des acteurs dans le jeu de l'influence*



Selon Xavier Delacroix « *Sur des thèmes centraux comme l'environnement ou la santé, les Français montrent leur très lourde défiance à l'égard de ceux là même à qui ils reconnaissent de l'influence. Le divorce est assez largement consommé à travers le rôle qu'ils souhaitent voir jouer aux ONG et associations pour intervenir sur ces thématiques. Dans un rôle de substitut agissant par procuration, l'univers de la société civile incarné par les ONG et les associations exprime pour les Français l'alternative désirée* ». Jean de Legge ajoute que « *Les Français font confiance aux associations et aux ONG pour porter la dimension mondiale des questions environnementales et développent leur confiance vis-à-vis des organismes internationaux qui œuvrent pour le respect des droits de l'homme* ».

Jean de Legge conclut en disant que « *En règle générale, l'étude menée par l'Observatoire des Influences met en lumière l'évidence du soupçon de l'omniprésence des grands acteurs économiques et financiers sur la décision politique et sociale, au détriment des acteurs de proximité et de la prise en compte des attentes de l'opinion* ».

Xavier Delacroix retient lui que « *cette étude renforce notre analyse selon laquelle on observe une dissociation de plus en plus marquée entre influence et pouvoir d'une part et légitimité d'autre part : ceux à qui l'on reconnaît de l'influence sont dépourvus de légitimité à l'exercer tandis que ceux à qui l'on confère une légitimité et une pertinence à agir sont largement impuissants* ».

L'Observatoire présentera courant 2009 deux autres vagues d'études. La première, en juin 2009, sera ciblée sur le personnel politique et la seconde, à l'automne, sur les chefs d'entreprises.

L'ensemble des résultats est disponible sur demande



*First&42nd est un cabinet de conseil en stratégie sociétale fondé en juillet 2002 par Xavier Delacroix. Spécialisée dans l'éthique, la gouvernance et la responsabilité sociétale, cette filiale d'Edelman est implantée aujourd'hui à Paris, Londres, New York et San Francisco.*

*First&42nd est membre fondateur de l'AFCAP, l'Association Française des Conseils en Affaires Publiques, qui réunit des cabinets d'avocats, des instituts de sondage et des conseils en affaires publiques dans un but de réflexion autour des thématiques d'affaires publiques.*



*TMO Régions est une société d'étude et de sondage d'opinion, spécialisée dans les études institutionnelles. TMO Régions a développé une approche multisectorielle qui s'appuie à la fois sur l'expérience des grandes enquêtes nationales et internationales et sur une connaissance particulière de la segmentation des marchés et des réalités locales et territoriales.*